

il reste maintenant à répartir les biens»

Genève
29/9/95

Pour Ghassan Salamé, l'accord signé hier contient un élément fondamental: en prévoyant l'organisation d'élections dans les Territoires occupés, il permettra aux Palestiniens de réclamer d'une seule voix l'existence d'un Etat.

Que signifie l'Accord de Taba dans la voie d'un règlement au Proche-Orient? Quelle chance d'application a-t-il face à l'hostilité déclarée de la droite israélienne et des terroristes du Hamas? Spécialiste de la question et directeur de recherche au CNRS, Ghassan Salamé répond à nos questions.

- L'accord signé hier représente-t-il une étape décisive dans le processus de paix proche-oriental?

- Il faut garder en mémoire que nous sommes en présence d'un conflit extrêmement vieux et complexe: il a commencé il y a cent dix ans, avec l'apparition du premier kibboutz. A présent, nous sommes entrés dans un processus de règlement qui a commencé à Madrid (octobre 1991) et va se poursuivre probablement jusqu'aux premières années du XXIe siècle. Chacune des étapes se fera dans la douleur. Et les pas intermédiaires vont compter de manière cumulative, et non miraculeuse. Cependant, le simple fait que tout le monde ait pris conscience de cette situation rend les choses plus simples à régler.

Ceci dit, cette étape est importante pour trois raisons. D'abord, on a réussi à respecter grosso modo le calendrier prévu, c'est un bon signe. Deuxièmement, la négociation va se poursuivre: aucune partie n'a jugé qu'il fallait l'interrompre, malgré les attentats et les actes de violence. Enfin, et c'est le point principal, l'élite politique israélienne s'achemine lentement vers l'idée d'une autodétermination palestinienne. Elle sait que le processus est inévitable, mais il lui reste à donner la preuve à une opinion publique réticente qu'elle ne va pas «brader» l'Etat israélien.

- Il s'agit donc d'un pas vers la création d'un Etat palestinien?

- Tout l'indique, même si Israël négocie comme si cette optique n'était pas envisageable. Il y a au moins deux prémices: d'abord l'armée israélienne ne pourra pas entrer facilement dans les villes desquelles elle va devoir se retirer conformément à l'Accord. Mais surtout, les futures élections palestiniennes seront en réalité un véritable référendum sur l'autodétermination. Qu'on élise ou

toire, les Palestiniens vont se constituer en corps politique et parler d'une même voix pour réclamer un Etat.

- Revenons aux actes de violence qui ont entaché les négociations. Ont-ils agi comme un frein, ou au contraire comme un moteur dans les pourparlers?

- Un moteur, incontestablement. De manière cynique, on peut dire que le Hamas était nécessaire pour que l'OLP devienne en quelque sorte acceptable. La tuerie d'Hébron, elle aussi, a précipité l'action. Mais la présence de la droite extrémiste du Likoud et du Hamas n'est pas le phénomène le plus inquiétant. Ce sont plutôt les colons dans les territoires, fortement armés et politisés qui ont des intérêts évidents à s'opposer au processus. On a eu tort, lors des accords d'Oslo, de minimiser la question des colonies en la réduisant à un problème «immobilier». Le cas le plus emblématique est celui des 400 colons fanatiques qui se sont installés par la force à Hébron. Ils coûtent une fortune à Israël, qui doit assurer leur protection et leur construire des routes, selon l'Accord de Taba. Il faut que l'Etat israélien établisse un précédent en les délogeant. Les autres colons comprendront le message.

- Les colons ne sont pas les seuls à s'opposer au processus en cours. On a l'impression qu'il se déroule contre la volonté des opinions publiques des deux camps...

- C'est plutôt un bon signe: la preuve, encore une fois, que tout le monde est conscient du fait qu'il s'agit d'un accord intermédiaire. Or, il n'y a guère que les diplomates à s'enthousiasmer lors de la conclusion d'accords de cette nature. Les opinions publiques, elles, réclament un règlement définitif. Quoi qu'il en soit, des sondages montrent que, des deux côtés, les négociations sont épaulées par une majorité de la population. De fait, la force de ce processus de paix est qu'il n'y a pas d'alternative: que peut offrir le Likoud pour faire face à l'Intifada et au sentiment national des Palestiniens? Quelles solutions possèdent les adversaires d'Arafat?

communauté internationale ne peuvent désormais faire marche-arrière. Même une arrivée au pouvoir du Likoud ne pourrait renverser le mouvement. Sauf à provoquer une crise très grave avec les Etats-Unis.

- On a pourtant l'impression qu'Israël est arrivé au bout de ce qu'il pouvait offrir. Peut-il encore faire des concessions?

- Il ne faut pas oublier que les deux parties sont actuellement en train de conclure une procédure de divorce et pas encore un accord de paix. Ces gens, qui ont été mariés de force, ont vécu dans un rapport de dominant à dominé. Ils commencent maintenant à réfléchir de la même manière et à constater qu'ils doivent se séparer. Mais ils ne sont pas

encore entrés dans le vif du sujet, à savoir la séparation des biens. En principe, cette négociation va débiter en mai prochain. C'est à ce moment que les vraies concessions devront être faites. La séparation n'est qu'un préalable à une réconciliation qui passera inévitablement par la création d'un Etat palestinien.

- On affirme souvent que pareil Etat ne serait pas viable...

- Il serait aussi viable que son petit voisin - Israël - et que tous les autres Etats artificiels que compte la région. Aussi bien Israël que la Jordanie, par exemple, sont des Etats inventés au XXe siècle. Un Etat palestinien sera aussi démocratique ou aussi autoritaire

que ses voisins, aussi fiable ou peu fiable qu'eux. Regardez l'économie jordannienne: le pays n'a pas de pétrole, une classe professionnelle bien moindre: pourtant il existe. La Palestine devra rivaliser avec ses voisins pour attirer aides et investisseurs. Elle ne le fera ni mieux ni moins bien que les autres.

- Israël et ce futur Etat palestinien seront-ils condamnés à se tourner le dos?

- Pas du tout. L'essentiel est de mettre fin à leur relation fortement inégalitaire. Dès lors, rien n'empêchera plus un rapprochement entre les deux Etats.

**Propos recueillis
par Luis Lema**